

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**Ici, comme en Guadeloupe  
et en Martinique**

**exigeons nos droits  
par la grève  
et dans la rue !**



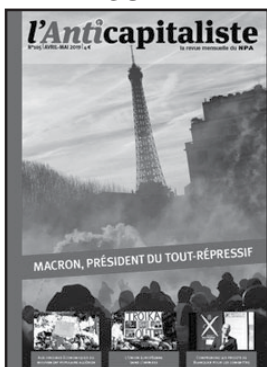
# Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

## L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !



### Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N°: \_\_\_\_\_ Rue: \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

## SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.4-7</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des attaques contre les chômeurs... pour servir le Medef</li> <li>• SNCF, des luttes éclatées qui se construisent doucement mais sûrement</li> <li>• Dassault Martignas Mérignac : 30 euros !</li> <li>• Monnaie Pessac : grève pour les emplois et les salaires</li> <li>• LU Cestas : les travailleurs veulent partager autrement le gâteau !</li> <li>• Métallurgie, le patronat à l'offensive</li> <li>• Echos de bulletins d'entreprises</li> </ul>	
<b>Education</b>	<b>p.8</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enseignant.e.s encore montré.e.s du doigt !</li> <li>• Projet local d'évaluation : le nouveau management au lycée qui ne passe pas</li> <li>• Dans l'éducation, la précarité explose</li> </ul>	
<b>Santé</b>	<b>p.9</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'hôpital implose, le ministre ne sait pas pourquoi...</li> <li>• Job Dating : « Bienvenue à la polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine ! »</li> <li>• Aide sociale à l'enfance : La cocotte déborde, il faut qu'elle explose !</li> </ul>	
<b>Féminisme</b>	<b>p.10</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 25 novembre : Succès de la mobilisation à Bordeaux</li> <li>• La lutte révolutionnaire des femmes</li> </ul>	
<b>Internationalisme</b>	<b>p.11</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des ponts, pas des murs !</li> <li>• Rencontre avec Sandra Trafilaz</li> </ul>	
<b>Politique locale</b>	<b>p.12-14</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lormont : budget serré, services publics à la peine</li> <li>• Internes ou internés ?</li> <li>• Cenon : condamnons l'insécurité... sociale !</li> <li>• Nouvelle LGV contre plus de TER, ou impuissance politique face au marasme des réseaux de transport et de déplacement ?</li> <li>• Que faire avec 17 milliards d'euros ?</li> </ul>	
<b>NPA33</b>	<b>p.15</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présidentielle 2022, une campagne en construction</li> <li>• Pour les 500 !</li> </ul>	
<b>A voir</b>	<b>p.16</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'évènement, d'Audrey Diwan</li> <li>• Série Maid : elle se lève et elle se casse</li> </ul>	

Abonnez-vous

### ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle  
NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau  
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

## à ANTICAPITALISTES ! le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

# Ici comme en Guadeloupe et en Martinique, exigeons nos droits par la grève et dans la rue

En Guadeloupe, depuis le 15 novembre, à l'appel d'une trentaine d'organisations syndicales, associatives et politiques, un mouvement de grève, de blocage et de contestation s'est déclenché dans toute l'île. Il a commencé d'abord contre l'obligation vaccinale et la suspension des soignants non vaccinés. Ces mesures révoltent toute la population, alors que particulièrement en Guadeloupe les soignants ont fait face au Covid dans les pires conditions, avec un service public hospitalier très dégradé. Cela alors que la population subit les ravages de la chlordécone et les mensonges de l'Etat français qui défend les grands propriétaires et les multinationales. La misère, le chômage et la vie chère ont encore décuplé cette colère. Depuis le 22 novembre, la grève et la contestation se sont étendues à la Martinique.

Macron, montrant tout son mépris, appelait « à ne rien céder au mensonge et à la manipulation »... Mais il ne pouvait cacher son inquiétude face à cette colère qui se transforme en révolte générale, alors son gouvernement accentuait la répression, le couvre-feu et l'envoi de flics supplémentaires de la métropole. Mépris et répression, l'Etat français perpétue ses sales vieilles méthodes coloniales.

## Une colère qui s'étend parmi les travailleurs et les classes populaires

Le « mensonge et la manipulation », ce sont ceux du pouvoir, incapable de répondre aux besoins sociaux, à la pauvreté, au chômage. Et ici aussi, la colère grandit. Des grèves éclatent, souvent spontanément, sans appel syndical, pour les salaires ou pour défendre les emplois, à Leroy Merlin, à Décathlon, chez Labeyrie... Et aussi dans la santé, dans des Ehpad... Le mouvement des Gilets Jaunes, bien qu'affaibli, a montré qu'il n'était pas mort, reprenant des occupations de ronds-points à l'occasion de son troisième anniversaire. Il bénéficie toujours d'une forte sympathie de ceux pour qui les fins de mois sont toujours plus difficiles.

Ici comme en Guadeloupe et Martinique, le gouvernement craint que la révolte explose et se généralise. Il n'en continue pas moins ses offensives. Il se prépare, entre autres, à repousser l'âge de départ à la retraite dès 2022 et à supprimer les régimes spé-

ciaux. Depuis l'entrée en application le 1<sup>er</sup> octobre de la réforme chômage, les chômeurs voient baisser leurs allocations alors que les contrôles augmentent de 25 %...

La maigreur des pensions de retraite, des allocations chômage et handicapés et de bien des salaires ne permettent pas de vivre. Macron prétend que la pauvreté n'a pas progressé, mais les chiffres sont là : les 5 % les plus pauvres, vivant avec moins de 800 € par mois, ont perdu jusqu'à 0,5 % de pouvoir d'achat ! 5,6 millions de familles sont en précarité énergétique. Les demandes d'aide alimentaire ont augmenté de 25 % en 2020, de 12 % en 2021. La jeunesse est particulièrement touchée.

Côté salaires, pour le gouvernement qui maintient leur gel dans la fonction publique comme pour le patron des patrons Roux de Bézieux, il n'y a rien à lâcher ! Quant à la prime « inflation » de 100 € que doivent percevoir 38 millions de personnes, c'est une provocation face à l'envolée des prix : + 80 % pour Gaz de Bordeaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier, + 24 % pour le gasoil et + 30 % pour le sans plomb en un an, sans parler de l'électricité et des produits de première nécessité.

## Révoltons-nous et renversons ce système

Tout le monde sait qu'il n'y a rien à attendre que des coups des candidats à la présidentielle qui, de Zemmour, Le Pen ou Péresse à ceux de la « gauche » gouvernementale, s'agitent dans les médias pour nous vendre leur camelote électorale.

Face à eux et aux patrons dont ils sont les valets, la seule méthode pour imposer nos exigences, c'est la voie engagée en



Guadeloupe et en Martinique, une lutte d'ensemble, contrôlée par les grévistes eux-mêmes ; avec pour objectif l'augmentation collective des salaires, des retraites, des allocations, imposer un contrôle des prix, l'augmentation des salaires en fonction de l'inflation. Seuls, nous, travailleurs et travailleuses, classes populaires et jeunesse, avons les moyens, par nos mobilisations, nos luttes, notre organisation démocratique, d'imposer

ces mesures, de contester le droit des patrons à diriger la société pour leurs intérêts privés, de prendre le contrôle de l'économie pour l'organiser en fonction des intérêts collectifs.

## **Des attaques contre les chômeurs... pour servir le Medef**

Le 4 décembre, la manifestation contre le chômage et la précarité qui a regroupé les associations de chômeurs et leurs soutiens, les syndicats CGT, Solidaires, FSU et CNT et des organisations politiques dont le NPA et LO, a fait cette année convergence sur la place de la Victoire avec l'appel à l'initiative du Mouvement des jeunes Kanak en France (MJKF) pour le report du référendum du 12 décembre et l'association « La santé, un droit pour tous » pour la défense de l'hôpital public.

La manifestation a été l'occasion de dénoncer les attaques du gouvernement contre l'assurance-chômage, comme les déclarations de Macron stigmatisant les chômeurs.

Deux mois après la mise en place du nouveau calcul de l'allocation-chômage, entraînant une baisse de 17 % de revenus pour 1,15 million de demandeurs d'emploi d'après l'Unedic, le gouvernement vient de faire passer de nouvelles attaques au 1er décembre.

En particulier, la durée minimale de travail pour être indemnisé passe de quatre à six mois sur les vingt-quatre derniers mois (trente-six mois pour les plus de 53 ans).



D'après l'Unedic, cette mesure va retarder l'ouverture de droits de 475 000 sans-emploi, en visant encore les saisonniers et les intérimaires.

Le gouvernement dit vouloir diminuer ces fameux « contrats courts », non pas en obligeant le patronat à faire de vrais embauches, mais en s'en prenant aux salariés précaires ! C'est bien une mascarade, le seul objectif de Macron, c'est de diminuer les conditions d'indemnisation des travailleurs sans emplois pour les obliger à prendre n'importe quel travail le moins payé possible.

Comme le dit Roux De Bézieux, patron du Medef : « Nous soutenons aussi la réforme de l'assurance-chômage et nous aurions même souhaité qu'elle aille plus loin. C'est en effet un des éléments qui expliquent la situation : l'écart n'est pas toujours significatif entre revenus nets du travail et revenus du 'non-travail' ». C'est bien une offensive globale, contre les travailleurs, avec ou sans-emplois... Et c'est une riposte globale qu'il nous faut préparer.

*Christine Héraud  
et Laurent Delage*

## **SNCF Des luttes éclatées qui se construisent doucement mais sûrement**

Le premier week-end de la Toussaint, les conducteurs Tgvistes et Intercité de l'Ouest (Nantes, Tours, Bordeaux, Hendaye, etc.), ont arraché une prime en l'espace d'un week-end de lutte. Les travailleurs et conducteurs de plusieurs dépôts s'étaient massivement mis en grève et ont montré toute leur force pour faire plier rapidement la direction de la SNCF. Mais cette prime de 1200 € lâchée par les dirigeants n'a rien d'extraordinaire quand on sait que depuis le début de la pandémie, la SNCF bénéficie d'un large plan de financement de l'État par le biais de l'activité partielle.

Depuis plus de 8 ans, les cheminots n'ont reçu aucune augmentation salariale. Alors, pour les NAO du 17 novembre dernier, les organisations syndicales ont appelé à une grève carrée ce même jour pour peser sur les « négociations ». Les dirigeants SNCF ont entériné une nouvelle année de gel des salaires.

Le 25 novembre, la direction annonce une prime pouvoir d'achat de 600 €, conditionnée à la signature des syndicats. Ces primes aléatoires tombées du ciel et conditionnées, les patrons nous les font payer cher et ne correspondent pas aux revendications des cheminots.

La direction finance ces primes par la captation d'argent public, en opérant des casses massives d'effectifs et par la productivité. Le

montant des primes varie en fonction du grade, du métier ou de la localité d'emploi. Pire, la direction propose des petites miettes (20 €/mois) pour 2022, une hausse des niveaux d'ancienneté pour 2023, mais rien de plus que de la provocation en réalité. Les patrons tentent par tous les moyens de diviser les cheminots et de nous faire oublier ce qu'est une augmentation salariale.

Des préavis sont en train d'être posés sur la région à partir du 17 décembre prochain. Des négociations chez les Tgvistes sont en cours pour acter de nouveau la grève le premier week-end des vacances d'hiver pour l'augmentation des salaires.

Si les premières étincelles du mois dernier se sont déroulées en vase clos entre direction et organisation syndicale, l'organisation d'assemblées semblerait pointer le bout de son nez pour cette fin d'année. Nul doute que ces lieux privilégiés d'organisation des luttes et de démocratie pourront donner un tournant à nos revendications.

Le climat est particulièrement dégradé à la SNCF : la colère des cheminots se cristallise et l'attente de convergence n'a jamais été aussi forte en cette période pré-électorale.

*Lionnel*

## Dassault Martignas Mérignac 30 euros !

J eudi 2 décembre, des actions ont eu lieu sur tous les sites de production du groupe avec une mobilisation que l'on n'avait pas vue depuis longtemps. A Mérignac, nous étions 230 personnes en débrayage et blocage au point fixe !

A Martignas, nous étions 70 présents sur 4 arrêts dans la matinée pour essayer de se faire entendre de la DG. Avec 0,1 % lâché sur les augmentations générales, et 0,5 % sur les augmentations individuelles, on peut considérer que la direction ne nous entend pas du tout !

Et nous avons attendu deux ans pour que l'on nous jette ces miettes assorties du commentaire de la DRH : « Vous savez ce sont des augmentations d'un bon niveau » !

Alors non, entre 26 et 32 euros par mois, pour les compagnons, employés et techniciens, ce n'est pas une augmentation de bon niveau ! Les propositions de la direction générale sont méprisantes en regard des résultats et des contrats à venir annoncés par la presse, et encore plus face à l'augmentation générale des prix, en particulier des carburants et de l'énergie, qui dévore le pouvoir d'achat de tous les salariés.

Cette somme est loin de compenser l'augmentation du coût de la vie actuel. Pour nombre de salariés, l'accès au logement, au trans-



port, aux vacances devient de plus en plus problématique. On parle là de besoins vitaux de base que notre salaire devrait garantir.

L'augmentation de 200 euros que nous revendiquons correspond non seulement à nos besoins mais elle correspond aussi largement aux moyens financiers de l'entreprise dont les affaires se portent à merveille et dont les actionnaires se gavent.

La direction déclare que la négociation est terminée avec les syndicats et que la production peut tranquillement continuer ? Alors qu'elle se vante partout du contrat du siècle passé avec les Emirats Arabes Unis, des actions de grève et de blocage continuent sur tous les sites au son du bon vieux slogan « pas de pognon pas d'avion ! »

*Correspondant*

## Monnaie Pessac Grève pour les emplois et les salaires

A la Monnaie, l'ensemble des organisations syndicales des deux établissements de Pessac et Paris, appelle à une grève le 8 décembre. Une première depuis bien longtemps, qui traduit le ras-le-bol face aux réorganisations et au « plan stratégique » mis en place par la direction.

Alors que le chiffre d'affaires se porte bien, la direction maintient sa politique de suppression de 70 postes décidée à la sortie du premier confinement. Sur une entreprise de 480 salariés, c'est considérable. Bilan, le nombre d'intérimaires augmente au fur et à mesure des suppressions de postes, permettant à la direction d'exercer ses pressions sur ses collègues payés au rabais !

L'inquiétude du personnel est aussi de plus en plus grande sur l'avenir. La commande de pièces de l'Etat diminue avec le développement de la monnaie électro-

nique. Alors que la question de l'arrêt de la fabrication des 1 et 2 centimes est posée, pas question pour l'Etat comme pour la direction d'embaucher ou d'investir pour lancer d'autres fabrications. Il y a de quoi dans une entreprise de métallurgie ! Et nous pourrions très bien y fabriquer des choses bien plus utiles à la collectivité que des pièces...

Autre raison du ras-le-bol, c'est la question des salaires. Depuis des années, la direction refuse toute augmentation générale et collective. Elle ne connaît que le « mérite » et les saupoudrages... qui au final sont loin du compte pour tout le monde. Dans le même temps, la moyenne des 10 meilleurs salaires a grimpé de + 53 % entre 2008 et 2020... De l'argent pour rattraper le coût de la vie, il y en a !

*Laurent Delage*

## LU Cestas Les travailleurs veulent partager autrement le gâteau !

D epuis mi-novembre, des débrayages ont lieu à l'usine LU de Cestas et la semaine dernière, la production a été bloquée deux jours avec 90 % de grévistes. La raison ? « Avec 48 000 tonnes de biscuits et petits gâteaux en 2021, on aura battu le record du site. L'action Mondelez est en hausse, les actionnaires sont bien servis et, nous, on nous propose moins que l'inflation et l'augmentation du Smic par l'Etat » ont expliqué des élus CGT et SUD à Sud-Ouest.

La direction n'a pour le moment lâché que des miettes, passant de 1,4 % à 1,7, puis 1,8 et enfin 2 %... Le compte n'y est pas ! « Nous avons l'ambition de maintenir le dialogue, pour aboutir au meilleur compromis » a déclaré sans rire un membre de la direction. Manifestement, à Lu comme ailleurs, le seul « dialogue » que comprennent les patrons, c'est celui de la solidarité ouvrière et de la grève !

# Nouvelle convention collective nationale de la métallurgie Le patronat à l'offensive

Depuis 2016, le patronat de la métallurgie impose une « négociation » de la convention collective nationale de la métallurgie à tous les syndicats représentatifs de la branche : FO, CGC, CGT, CFDT. Celle-ci doit s'achever en fin d'année 2021, pour une application en 2024.

Il s'agit, pour le patronat, de fusionner toutes les conventions collectives de la métallurgie en une seule. Elle s'annonce comme un recul sans pareil pour les 1,4 millions de salariés de la branche.

Ça s'appelle négociation mais autour de la table le patronat tient les rênes pour niveler vers le bas. Les organisations syndicales peuvent au mieux « réussir » à ne pas trop perdre par rapport à l'existant.

Mais c'est déjà perdre. Le patronat a pipé les dés d'entrée de jeu en touchant aux classifications, au temps de travail, aux droits individuels et à la rémunération, en imposant ses conditions :

- la fin du mode de calcul actuel de la prime d'ancienneté qui la ferait baisser en moyenne de 15%
- la fin de la prise en charge des 3 jours de carence en cas de maladie
- l'augmentation des heures supplémentaires : aujourd'hui de 220 heures contingentées (issues de la loi Aubry sur les 35 heures !!!), elles passeraient à 450 heures !
- et surtout, des salaires liés au poste tenu et donc la fin de la prise en compte des qualifications et de l'expérience, avec pour conséquence possible, lors d'un changement de poste, de perdre du salaire.

Tout en participant à ces négociations, la CGT a appelé à une journée d'action ce jeudi 25 novembre. La manifestation de Paris a mobilisé 6000 salarié.e.s de toute la France : 300 de Bretagne (Airbus St Nazaire, les Chantiers Navals de l'Atlantique...), 500 du grand Est et des grands groupes comme Safran,



Stelia, Arianegroup, Stellantis, Renault, Thalès, Valeo, fonderies automobiles (...) Nous étions une cinquantaine du 33 et du 47 à y monter. C'est le résultat du boulot des militants réunis au sein de l'USTM33\* qui s'est dotée d'un collectif qui se réunit régulièrement et organise le travail de propagande. Les camarades de Stryker organisés et bagarreurs sur leur boîte ont permis de tisser ces nouveaux liens entre militants de la branche. Avec les luttes actuelles comme à Dassault pour les salaires, avec blocage du portail, de chaînes, points fixes et vols d'avions par les grévistes, il y a l'idée de faire connaître le mouvement dans chaque boîte, que ça puisse faire monter la pression avec la possibilité que les luttes s'étendent.

Parce qu'au-delà de la future convention, nous sommes confrontés actuellement à un patronat toujours plus riche mais plus dur envers les travailleurs. Le collectif a bien conscience que les mobilisations pourront le faire reculer et c'est cela que nous voulons construire.

*Correspondante*

\*USTM33 : Union Syndicale CGT des Travailleurs de la Métallurgie de Gironde

## Echos du bulletin interentreprises Pessac-Cestas

### Intérimaires et salariés : tous collègues face aux patrons

Là où on bosse on voit de plus en plus de contrats intérimaires parmi les collègues. À la PIC dans certaines équipes jusqu'à 50 % des salariés présents sont intérimaires. À la Monnaie, ils sont même majoritaires en particulier au conditionnement.

Les patrons abusent de ces contrats, souvent d'ailleurs dans l'illégalité. S'ils le font c'est notamment parce qu'ils espèrent que quand on a un contrat intérimaire on n'ose rien dire, qu'on accepte tout, sous peine de ne pas être rappelé par la boîte d'intérim. Mais si on montrait les dents tous ensemble, intérimaires et salarié.e.s, on pourrait changer la donne !

## Il n'y a pas de sous travail

Dans les usines et les entrepôts les directions mettent souvent les intérimaires exclusivement sur les tâches les plus dures physiquement. C'est dégueulasse. C'est pas parce qu'on a des contrats précaires que notre santé n'est pas importante. Le travail le plus pénible, il faut se le partager entre tous ceux qui le peuvent pour nous user le moins possible et surtout modifier ces postes de travail pour préserver notre santé à tous.

C'est bien une mentalité de patrons de surexploiter certains collègues parce qu'ils sont intérimaires et d'essayer de nous diviser. À l'inverse nous, salariés, ouvriers, développons la solidarité entre nous quel que soit notre statut !

## Paroles, paroles...

Le 30 septembre les grosses boîtes de logistique du coin se sont réunies à la PIC pour « *accueillir des demandeurs d'emploi* » selon le journal *Sud-Ouest* aussi présent.

Un vulgaire coup de com' pour faire croire qu'elles embauchent en CDI. Un discours de façade vite rattrapé par la réalité que vivent les salariés demandeurs d'emploi : « *Pour décrocher un CDI à Cdiscount où j'ai travaillé trois ans, il me fallait six mois d'intérim ininterrompus. Je n'ai pas dépassé les 4 mois ! J'ai aussi été intérimaire à la Poste...* » dit l'une d'entre elles interrogée par *Sud-Ouest*.

Rangez vos promesses et sortez votre carnet de chèque, ça économisera votre salive.

---

## Echos du bulletin La Caisse aux travailleurs ! diffusé à la Caisse des Dépôts et Consignations le 25 novembre

### Des projets sans cesse destructeurs d'emplois et de services publics

Mutualisation des caisses de retraite, automatisation des processus, nous y sommes. La direction de la CDC vend ses projets comme la sauvegarde de nos emplois et comme un meilleur service aux assurés. Mais dans la réalité, les pièces se vident de personnels.

Pour beaucoup de services, il faut rendre des postes, alors que les charges de travail sont alourdies par la mise en place de processus automatisés qui génèrent des anomalies et le questionnement des assurés et des employeurs. Les services gestionnaires sont débordés et au bord du burnout. Le centre de contact croule sous les appels. Pourtant, il va encore falloir absorber de nouveaux fonds, de la charge de travail et des connaissances supplémentaires.

Comment le service public peut-il être meilleur quand pour nous, gestionnaires, la direction sacrifie la qualité de notre travail pour suivre les rythmes du paiement des pensions et pour pallier le manque de personnels ? La direction, en bonne élève d'un gouvernement « gestionnaire d'économie » à la botte des plus riches, ne remplace que peu les fonctionnaires qui partent en retraite. C'est malheureusement les termes du dernier accord

cadre de 2018 qui s'était traduit par une centaine de suppressions d'emplois. Méfions-nous du prochain qui sera discuté prochainement !

Sauver nos emplois aujourd'hui, c'est pérenniser ceux de demain. C'est aussi mettre un coup d'arrêt à la dégradation de nos conditions de travail !

### Réforme des retraites : le seul vrai but du droit à l'information retraite

Pour nous travailleurs, le droit à l'information retraite qu'impose la loi et qui rapproche inéluctablement les caisses de retraite vers le régime unique, n'apporte rien qui puisse nous rassurer ! Son but est d'annoncer, le plus en amont possible dans la carrière, la baisse constante des pensions afin de nous engager, nous travailleurs, à prendre des contrats d'assurance retraite privés, ou à nous rendre à l'évidence qu'il nous faudra travailler jusqu'à 67 ans ou plus. Et le législateur rend le calcul des pensions de plus en plus complexe, pour que nous ne soyons pas suffisamment éclairés pour le comprendre. Cette stratégie permet d'éviter les contestations, les recours ou les comparaisons entre situations.

En résumé, tout est fait pour que nous comprenions très tôt que le système par

répartition, qu'ils disent vouloir sauver, ne servira que de socle de base et qu'il nous faudra capitaliser individuellement pour vivre décemment de la retraite méritée par notre travail !

Ne nous laissons pas avoir par ces manipulations. Continuons la lutte contre les réformes de retraites destructrices de nos acquis ! Et conquérons de nouveaux droits ! L'argent existe, pour un retour à la retraite à 60 ans, avec des pensions dignes !

### La « journée établissement »... ou quand les chefs de service cherchent du personnel

Durant la « journée établissement » du 21 octobre dernier, certains chefs de service ont eu le culot de faire leur marché auprès de certains collègues. Ils les ont abordés en vantant les avantages de postuler chez eux. En effet, les conditions de travail dans certains services sont tellement difficiles que remplacer ceux qui partent suite à une mobilité est quasi mission impossible.

Si les fiches de poste ne sont pas pourvues, une idée s'impose : il faut revoir les conditions de travail et recruter. Il ne manque pas de gens qui cherchent du travail à l'extérieur.

## Enseignant.e.s... encore montré.e.s du doigt !

« 10 % d'heures de cours perdues pour les collégiens et les lycéens du fait des absences des enseignants » titrait *Les Echos* du 2 décembre.

Ces données proviennent d'un rapport de la Cour des comptes qui chiffre à 4 milliards d'euros le coût des absences des enseignants. Pour l'année scolaire 2018-2019 - dernière année « normale » avant la crise sanitaire -, 10,7 % d'heures de cours ont été « perdues » dans les lycées généraux et technologiques, 9,8 % dans les lycées professionnels et 8,3 % dans les collèges. Un chiffre en hausse de 24 %.

A qui la faute ? Si ces heures ont été perdues, c'est qu'elles n'ont pas été remplacées.

Parce que depuis des décennies de fermetures de postes, en particulier de remplaçant.e.s, de moins en moins d'absences ont la possibilité d'être remplacées. Quatre cinquièmes des absences de courte durée (moins de 15 jours) ne sont pas remplacées dans le second degré.

N'ayons crainte ! La cour des comptes a des idées à proposer pour y remédier !

Si elle prétend ne pas vouloir stigmatiser les enseignants, elle note « une mauvaise organisation ». Elle suggère que l'Education nationale s'organise mieux pour les absences liées aux formations, aux jurys d'examen, voire aux voyages scolaires. Pourquoi ne pas les imposer aux enseignants hors de leur temps de cours ? Mais Blanquer y a déjà pensé : 10 900 journées de formation ont été imposées pendant les vacances scolaires au cours de l'année scolaire 2020-2021...

La cour des comptes avance (citée par *Les Echos*) « une dépense en pure perte, car l'enseignant est payé alors qu'il n'a pas effectué son cours et l'élève n'a pas le service » et préconise un allongement d'un temps de travail annualisé des enseignants qui ajouterait du temps de remplacement. Et là, c'est Fillon qui y avait pensé, dans une proposition de loi en 2006 qui avait dû être retirée devant la vaste mobilisation des enseignants.

Les absences augmentent, ainsi que les démissions, conséquences de la charge et de conditions de travail dégradées, aggravées par la crise sanitaire et la poursuite de réformes qui transforment l'Education nationale en entreprise soumise aux lois du privé, rentabilité, individualisation et concurrence.

Nos réponses ne peuvent être que collectives et démocratiques, dans la prise en main de nos luttes pour nos conditions de travail, des moyens et des postes à la hauteur des besoins.

C.H.

## Projet local d'évaluation : le nouveau management au lycée qui ne passe pas

À la rentrée, les enseignants de lycée général et technologique ont appris que les notes des Premières compteraient comme contrôle continu dans la note du bac. Le ministère a demandé que chaque établissement réalise un projet visant à encadrer l'évaluation. Ce projet aurait pour objectif de rassurer parents et élèves, de diminuer les angoisses quant au nouveau bac et ParcoursSup.

En réalité, ce qui est attendu, c'est que les profs se mettent eux-mêmes des objectifs chiffrés de notation : tant de notes d'oral, tant d'évaluations écrites type bac dans un trimestre etc. Autant de contraintes qui peuvent mettre les enseignants en danger face à la direction ou à certains parents d'élèves s'ils étaient dans l'incapacité d'y répondre.

Plusieurs fois en réunion il a été soulevé que cette commande ministérielle relève de ce qui existe dans les entreprises, le lean management : en gros on impose tout un tas d'objectifs plus ou moins réalisables aux travailleurs et ensuite on leur demande de s'organiser eux-mêmes pour voir comment ils peuvent répondre à ces objectifs.

Cette demande ministérielle a créé une véritable colère et une forte résistance dans de très nombreux lycées. En effet, nous les profs, ne sommes pas en mesure de rassurer les élèves, comme eux nous souffrons de cette réforme. A Magendie, à Vaclav Havel, à Daguin et bien d'autres encore, les collègues ont boycotté les demandes. Les inspecteurs venus prêcher la bonne parole, assistés des chefs d'établissements, ont rarement pu aller jusqu'au bout de leur présentation car ils ont été confrontés à la colère des profs accumulée depuis plusieurs années.

Finalement, beaucoup se sont mis d'accord pour ne fournir que des synthèses extrêmement vagues. L'état d'esprit est de dire que oui, les élèves seront évalués avec le même sérieux qu'auparavant et c'est tout. Certaines équipes ont également renouvelé dans leur synthèse leur opposition à la réforme du lycée.

C.

## Dans l'éducation, la précarité explose

Année après année, le nombre de professeur.e.s précaires ne cesse d'augmenter. Appelés maitres délégués ou délégués auxiliaires (DA), ils ont le même niveau d'étude que les titulaires (bac +4 ou 5), ils accomplissent exactement les mêmes tâches, mais ils sont payés entre 200 et 800 euros de moins, selon l'ancienneté, que les profs qui ont le concours. L'écart se creuse au fil des années.

Cette injustice règne depuis longtemps dans l'éducation, et peu de syndicats revendiquent leur titularisation sans concours. Les DA étaient recrutés pour remplacer un

prof absent, parfois pour quelques jours, parfois pour une année. Et la seule issue, c'était « passez le concours » !

Le ministère n'a fait qu'accroître le recours à cette précarité, au point que de nombreux DA ont été CDIés, après six années continues de remplacements. Mais même avec un CDI, ils restent sur la même sous-grille de salaire sans être fonctionnarisés. Et ils peuvent perdre leur poste pour laisser la place à un titulaire.

En diminuant les recrutements par le concours, l'État a augmenté leur nombre,

au point qu'ils sont un prof sur onze dans le public... et un sur cinq dans le privé ! Et dans des régions où le recrutement est difficile, ils peuvent être jusqu'à 40 %, comme à Créteil.

Dénoncer et lutter contre cette injustice qui nous divise, c'est revendiquer la fonctionnarisation immédiate, sur la même grille que les titulaires, de tous les collègues précaires... et discuter des moyens de l'imposer.

F.M.



## L'hôpital implose, le ministre ne sait pas pourquoi...

Le mois dernier, une enquête du Conseil scientifique révélait que 20 % des lits d'hôpitaux sont fermés par manque de personnel. « Chez les infirmiers, il y a 1300 démissions enregistrées, j'essaie de comprendre pourquoi » osait déclarer Véran, annonçant une enquête pour savoir également pourquoi plus de 1000 étudiants infirmiers ont abandonné leur formation ces 3 dernières années.

Depuis 30 ans, les gouvernements ont défilé le système public de santé et fermé plus de 100 000 lits, créant une situation de plus en plus insoutenable pour l'ensemble des personnels qui a conduit à de nombreuses luttes, dont la longue grève des Urgences en 2019. En janvier 2020, 1000 médecins hospitaliers donnaient leur démission administrative. Les mêmes dénoncent aujourd'hui une aggravation des conditions de travail qui ne font qu'aggraver la pénurie de personnels. Près de 30 % des postes de médecins hospitaliers sont vacants. Les directions n'arrivent plus à recruter ni personnels paramédicaux ni médecins.

### Au CHU, des ambulances en file indienne devant les urgences, des patients refusés en réanimation

Alors que débute une cinquième vague, et alors que -au moment où nous écrivons- le nombre de patients covid hospitalisés reste

contenu, les services d'urgence et de réanimation sont déjà débordés !

Au CHU de Bordeaux, le 30 novembre, 26 patients qui nécessitaient des soins de réanimation n'ont pu y être admis ! Depuis des mois, les urgences de Saint-André et de Pellegrin sont chaque jour assiégées par les ambulances de pompiers contraintes d'attendre leur tour avec des patients à bord, et cela non à cause du Covid mais parce qu'il manque de « lits d'aval » où hospitaliser les patients passés par les urgences. Un manque directement lié à la pénurie de personnels et aux départs qui continuent.

Alors il faut « libérer des lits » et faire sortir les malades, reporter des hospitalisations prévues, avec des « pertes de chance » et des conséquences lourdes pour certains patients et leur famille... ce qui accroît encore l'insatisfaction et l'épuisement des collègues.

Une situation que nous ne pouvons dépasser qu'ensemble, personnels de santé, médecins, population, en imposant notre contrôle sur le système de soins et en réquisitionnant les milliards qui inondent les banques et une minorité de possédants pour financer un service public de santé, des embauches et des formations massives.

Isabelle Ufferte

## Job Dating... « Bienvenue à la polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine ! »

Voilà comment à coup de publicité dans toute la ville, la direction de la clinique Bordeaux Nord, touchée comme toute la santé par les départs de soignants et le manque de personnel, a décidé de mettre en place un Job Dating pour tenter de recruter de nouveaux salariés, soignants comme administratifs.

Tout est prévu. Un accueil toute une journée est organisé avec visites des services, rencontres avec des salariés, le service RH et des cadres. Tout un programme.

Faire de l'œil aux nouveaux pour les attirer fait sourire beaucoup de salariés, témoins d'une autre chanson : refus de récupérateurs, changements de service, intensification du travail...

Des soignants, parfois embauchés depuis peu, partent écœurés par des conditions de travail encore aggravées avec le Covid. Beaucoup ne veulent d'ailleurs plus travailler dans ce secteur. Et ce n'est pas le Ségur 1, ni 2 qui suffit à les retentir.

Ça fait des années que cette situation est dénoncée, que les salariés, toutes catégories confondues, se mobilisent contre les suppressions de postes, de lits, les fermetures d'établissements. Ce qui se traduit aussi par des retards de prise en charge de patients, un tri imposé : il faut faire un choix entre les patients Covid et les autres. Une situation intenable.

Des moyens, la réouverture de lits et d'établissements, une formation massive de soignants, des augmentations de salaires pour tous : le retour du personnel dans le secteur passera par-là !

Isabelle Larroquet

## Aide sociale à l'enfance La cocotte déborde, il faut qu'elle explose !

Lors d'une soirée spéciale sur France 2 le 15 novembre dernier, la protection de l'enfance s'est retrouvée une nouvelle fois mise en lumière et pas pour le meilleur. Mais cette fois, ce sont bien les défaillances d'un modèle qui sont montrées du doigt et non pas les professionnels. Charge de travail croissante, manque de personnel, salaires de misère et cadre salarial en passe d'être revu à la baisse : un portrait qui ressemble en tous points à celui de l'hôpital public. Et comme à l'hôpital, ce sont bien les professionnels et les bénéficiaires qui en pâtissent.

A l'AGEP par exemple, association exerçant les mesures d'aide et de protection où les travailleurs sociaux interviennent à domicile en soutien aux familles en difficultés, ce sont des dizaines de mesures qui sont renvoyées tous les mois vers les Juges des enfants faute de temps et de personnels pour leur mise en œuvre. Ces juges se trouvent contraints de notifier à des familles la suspension de mesures d'aides prescrites quelques semaines plus tôt. Une mécanique inverse bien huilée, qui laisse sur le carreau familles et enfants, à l'heure où les souffrances et les violences intrafamiliales ne font qu'augmenter.

Et pour les autres, ceux dont les mesures sont tant bien que mal mises en œuvre, le timing est bien serré, réduisant l'intervention de nos collègues à du « checking », du contrôle, bien loin d'une proposition d'aide pour laquelle nous sommes missionnés.

Parce que nous défendons un travail social émancipateur, contre l'instrumentalisation de nos missions par ces logiques de gestion de la misère et de surveillance, nous serons dans la rue le 7 décembre pour une journée de grève nationale du secteur social et médico-social.

Travailleurs sociaux NPA 33

**25 novembre****Succès de la mobilisation à Bordeaux**

À Bordeaux, la fin du mois de novembre a été marquée par deux manifestations féministes autour de la journée du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

La première manifestation, comme chaque année le 25 novembre à Bordeaux, était la manifestation nocturne non-mixte des femmes. Cette manifestation a encore réuni autour de 200 femmes. Chaque

année c'est le même sentiment qui nous anime : la force d'être entre femmes. La force de prendre ensemble ces rues dans lesquelles la nuit, seules, nous n'avons pas confiance. Si la non-mixité peut parfois interroger et faire débattre, le succès de ces manifestations confirme que les femmes ont toujours besoin de cet espace pour exprimer leur puissance et leur combativité.

Le 27 novembre s'est ensuite déroulée la journée organisée par l'Assemblée Générale féministe. Cette Assemblée regroupe des syndicats, des partis, des associations et toutes les personnes intéressées pour y participer. L'AG avait décidé de faire de cette journée une journée complète de mobilisation et d'échanges autour de la lutte contre les violences. La première partie s'est déroulée à la Rock School Barbey, où il avait été prévu un atelier pancartes, des échanges entre militantes ou non, puis une conférence avec des féministes espagnoles. Cette première

**La lutte révolutionnaire des femmes**

Depuis #MeToo, la lutte contre les violences faites aux femmes est devenue centrale dans le mouvement féministe et a su s'imposer dans le débat politique et médiatique institutionnels.

Que le monde se rende compte que le féminicide est la première cause de mortalité des femmes entre 15 et 44 ans a entraîné une nouvelle vague féministe.

Celle-ci est puissante dans de nombreux pays en Argentine et en Espagne notamment. La mobilisation autour du 8 mars et du 25 novembre dans ces pays est massive et radicale. Radicale dans le sens où elle pose la question des violences faites aux femmes en lien avec le système d'oppression général qu'impose le capitalisme. Le fait que les femmes soient battues, violées, tuées est le résultat d'un monde qui considère que les femmes sont des biens sur lesquels on assouvit ses désirs et sa domination. Un bien à posséder, une propriété. Un bien ça n'a pas de désir, ça n'a pas le droit de partir, ça n'a pas de droit du tout finalement. C'est pour ça que les femmes peuvent être doublement exploitées au travail et à la maison, que les femmes sans papier n'ont pas de voix, pas de visage car si elles tentent de dénoncer des violences elles sont renvoyées dans leur pays. En Espagne, la mobilisation des femmes pose comme revendication des papiers pour tous et toutes, elle relie l'exploitation des femmes au système capitaliste. Les féministes espagnoles ont notamment entamé une réflexion et un ensemble de revendications qui ont pour objectif de transformer les mentalités, de changer le monde. Comme elles l'exprimaient le weekend du 25 novembre à Bordeaux, leur interlocuteur ce n'est pas le gouvernement, mais la société.

Si les politiques institutionnelles tentent en permanence de récupérer les colères du mouvement féministe, leur complicité avec les violeurs, l'abandon des femmes dans leur détresse les ont condamnés. Rares sont les femmes qui entrent dans la lutte aujourd'hui qui pourraient encore leur faire confiance, en Espagne... comme ailleurs.



demi-journée a été un succès du point de vue de l'AG. Premièrement parce que beaucoup de filles qui n'avaient jamais milité avant ont participé à son organisation : confection de banderoles, de pancartes, organisation du service d'ordre, relation avec les médias, sonorisation etc. Deuxièmement, parce que cet événement organisé pour la première fois par l'AG a regroupé autour de 80 personnes.

En milieu d'après-midi, tout le monde est parti de la Rock School en cortège jusqu'à la place de la Victoire, départ de la manifestation. Cette manifestation est là aussi du point de vue de l'AG un succès. Nous comptons plus de 3000 participantes, beaucoup de femmes jeunes voire très jeunes avec des femmes plus âgées. Le ton de cette manifestation était radical, dénonçant Darmanin, Hulot et tout le système patriarcal. En plus de la radicalité, elle a été marquée par de la joie, le sentiment de puissance et de solidarité. Pour beaucoup de jeunes femmes, cette manifestation était leur première, et leur enthousiasme et leur plaisir à chanter sans arrêt, en cœur avec d'autres femmes, laisse présager que beaucoup reviendront prendre la rue avec nous. Que beaucoup vont s'engager.

*Chloé*

## Des ponts, pas des murs !

Alors que la situation s'aggrave sur la Manche, où 27 personnes sont mortes noyées suite au naufrage de leur pneumatique le 24 novembre, la situation aux bords de la Bidassoa (64) n'a pas changé. Le samedi 20 novembre le cadavre d'un jeune ivoirien a été retrouvé par un passant au bord du fleuve. Cela fait désormais quatre morts à la frontière cette année. À ceux-là il faut rajouter les quatre migrants algériens qui ont perdu la vie le mois dernier alors qu'ils cherchaient refuge sur les voies ferrées à Urrugne, traqués par la police.

La fermeture de la frontière à Hendaye par la Police française, appliquée strictement et uniquement aux migrants sur la base de contrôles au faciès, fait du pont qui relie les deux côtés de la Bidassoa un mur infranchissable. « Pour nous, c'est terrible, c'est un drame. Quand on a vu les contrôles se renforcer il y a quelques mois, on craignait le pire, mais on espérait que ça n'allait pas passer. On se disait : on ne va quand même pas attendre des morts sur la plage d'Hendaye. Et puis c'est arrivé, et ça continue » a déclaré sur France 3 Euskal Herria, Lucie Bortayrou, présidente de Diakité (un collectif d'associations de solidarité sur le Pays Basque). Les contrôles, puis la chasse à l'homme qu'ils subissent sur le territoire français poussent de nombreuses personnes en transit à prendre des voies alternatives et parfois risquées, sans connaître les lieux.

Différentes organisations et associations d'aide aux migrants des deux côtés de la frontière ont organisé un rassemblement dimanche 21 à Irun pour revendiquer l'ouverture des frontières et une réponse urgente de la part des institutions à prendre leurs responsabilités d'accueil, d'accompagnement et de sécurisation des parcours. Une mobilisation le soir du lundi 22 a fait converger deux cortèges, un parti d'Hendaye et l'autre d'Irun sur le pont de Santiago, où près de 1000 personnes ont manifestées avec des bougies et des flambeaux, pour rendre hommage au migrant noyé et dénoncer la situation.

Luis



## Rencontre avec Sandra Trafilaf (Chili)

Le 27 octobre, le NPA33 a organisé une soirée avec cette journaliste chilienne, féministe et défenseuse des Droits Humains et des prisonniers politiques, en Europe grâce à une cagnotte solidaire. Fille d'un dirigeant paysan indigène mapuche, Sandra a milité dès l'âge de 13 ans aux JC puis dans leur mouvement armé. Elle a connu les geôles de Pinochet et de la Transition démocratique.

Sandra a brossé un tableau de la situation au Chili après la grande révolte de la jeunesse d'octobre 2019. Elle a mis l'accent sur les nombreuses arrestations donnant lieu à des violences et à des emprisonnements, de jeunes en particulier. Il y a eu plus de 200 manifestants mutilés. Le gouvernement du millionnaire de droite Piñera a édicté une loi dite « anti-capuches » pour que sa police et son armée sévissent contre les manifestants. Cette loi a été votée au Parlement, y compris par le Frente Amplio dont Gabriel Boric est l'actuel candidat au second tour de l'élection présidentielle pour la coalition de gauche.

Des milliers de militants sont encore aujourd'hui en procès ou emprisonnés. Le peuple mapuche demeure, lui, sous le régime d'une loi antiterroriste de Pinochet, ses ex prisonniers doivent pointer au commissariat, sont privés du droit de vote et même de passer le permis de conduire... Au moment où nous discu-

tions, la région où ils résistent au Sud du pays était en partie occupée par l'armée.

Sandra a aussi rappelé comment Boric a été l'artisan de « l'Accord de la Paix » de novembre 2019, instrument de tous les partis du régime pour noyer la révolte dans une impasse institutionnelle, la Convention Constitutionnelle. La rue voulait en finir avec la Constitution de Pinochet par une véritable « Assemblée Constituante, libre et souveraine » élaborée par le peuple. Si la Convention comprend 58 membres d'associations anticapitalistes et féministes expression de la colère de la jeunesse et de la population, elle reste dans le cadre de la gestion du capitalisme à l'image de sa Présidente, la militante indigène Elisa Loncón, sourde à la manifestation exigeant la libération des prisonniers politiques mapuches le jour de sa prise de fonctions.

C'est justement dans le Sud indigène et dans le Nord ouvrier du Chili qu'il y aura eu le plus de votes pour le très réactionnaire Kast lors du premier tour des Présidentielles du 19 novembre dernier. Et aussi le plus d'abstention (57 % dans tout le pays) : faute de perspective, c'est le chemin trouvé par les milieux populaires pour exprimer leur révolte.

Mónica

**Lormont :**

# Budget serré, services publics à la peine

Au conseil municipal du 21 novembre a été voté par la majorité un budget de rigueur. La ville a exprimé ses doutes concernant la croissance prévue par le gouvernement. Et s'est dite consciente de la nécessité pour les collectivités de « *contribuer à l'effort national* » à la rentrée et de devoir sans doute augmenter les tarifs de services municipaux « *face à l'inflation* »...

Il y a eu aussi le vote des Contrats de développement pour 2021-2023, des projets auxquels la Métropole vient en appui aux communes. Parmi les 90 projets présentés, il y a certes des projets utiles et nécessaires à la population comme, par exemple la rénovation d'écoles de la commune.

Mais alors que la ville a gagné plus de 2000 habitants en 20 ans, elle a dans le même temps perdu 2 écoles élémentaires et 2 maternelles. Il a fallu pousser les murs et des Algéco à un ou deux étages sont installés dans la plupart des cours de récréation de l'élémentaire.

Et on est passé de 4 à 2 bureaux de Poste alors que les nouvelles constructions se sont multipliées, avec une forte croissance de la population dans de nombreux quartiers.

Est également prévue une étude en vue de relier la Rive droite et la Cité du Vin par un câble téléphérique. Mais en attendant, il n'y a quasiment pas de bus pour desservir la population du Bas Carriet, soit plus de 2000 personnes. Plus largement, le manque de tous types de transports publics contraint de nombreux travailleurs et étudiants à prendre leurs voitures et à subir des bouchons interminables, en particulier sur la Rocade devenue insupportable.

La Métropole prévoit de développer des pistes cyclables et autres couloirs pour vélos, des rues sont mises en sens unique pour limiter la circulation automobile par souci d'écologie, mais cela ne fait que créer plus de bouchons, à Lormont comme dans toute la métropole. Car les travailleurs ont toujours besoin de leur voiture pour travailler loin, et la production en flux tendu multiplie la circulation des camions.

Au moment du vote, je me suis abstenue sur ces projets saupoudrés sans une logique globale au service de la population, et sans sa consultation préalable.

*Mónica Casanova, élue NPA à Lormont*

## Internes ou internés ?

Au lycée Camille Jullian, les étudiant-e-s internes en classe préparatoire ont un régime bien particulier. Le soir, c'est obligation d'être dans l'établissement à 19h45, et dans les chambres avant 20 heures – un suppo et au lit ! Pourquoi des règles aussi strictes pour ces étudiants et étudiantes, pourtant majeurs ? Parce que ce n'est pas un « hôtel-restaurant » (sic), répond la direction dans un mail.

### Une question de budget

Cette situation dure depuis deux ans, ce qui concorde – comme par hasard ! – avec la suppression des postes de Maître Au Pair (MAP, personnel censé veiller sur les entrées et sorties des étudiant-e-s de CPGE). Face au refus des assistants d'éducation (AED) d'effectuer ce travail sans hausse de salaire, la direction a su tirer profit de l'épidémie pour laisser les internes se gérer tout seuls, les obligeant à rentrer tôt. En septembre dernier, la direction, qui pensait sans doute trouver un nouveau mode de gestion génial, réunissait les étudiant-e-s pour leur proposer de choisir deux référents qui feraient l'appel tous les soirs. En échange elle « *particip[e]rait à l'achat de certains manuels scolaires* » (sic) pour les étudiants concernés. Réalisant sans doute que la démarche était frauduleuse, la direction n'a pas remis la proposition en jeu, malgré l'absence de volontaires.

### Les internes se mobilisent

Les internes ont alors pris l'initiative, mi-novembre, de se mobiliser pour ne plus être traité-e-s comme des enfants. Avec l'appui du syndicat Solidaires Étudiant-e-s Bordeaux, un mail collectif a été envoyé, réclamant entre autres le droit de sortir jusqu'à 23h, pour ne pas être défavorisés par rapport à ceux qui ont un logement à l'extérieur et peuvent se rendre à des conférences ou expositions liées à leurs études. En l'absence de réponse de la direction, les internes ont prévu une AG pour donner plus de poids à leurs demandes.

*Luca*



Cenon :

## Combattons l'insécurité... sociale !

La commune de Cenon réorganise son Conseil local de Sécurité et de prévention de la délinquance, un cadre partenarial qui comprend la Mairie, des associations principalement de prévention, la police, la justice, des représentants des habitants...

La vision sécuritaire domine. La police va ainsi former des référents volontaires de « chaînes de vigilance » dans les quartiers. Une action aux relents anxio-gènes qui prend le risque de dérives sécuritaires, de délations, de division de la population.

Les jeunes des quartiers réduits à la pauvreté, privés de travail et d'avenir sont stigmatisés comme délinquants, jamais la délinquance patronale ou fiscale des riches.

Répression et surveillance ne peuvent être des réponses à la principale insécurité, sociale, qui mine les quartiers popu-

lares : chômage, salaires et revenus de misère, paupérisation, jeunes discriminés...

C'est cette violence qu'il faut combattre, celle du capitalisme qui plonge les classes populaires dans la régression sociale, la surexploitation au travail, quand les profits insolents des plus riches explosent.

La sécurité et la tranquillité passent par plus de services publics, de moyens pour l'école, d'emplois, une augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux, de vraies perspectives d'avenir pour les jeunes. Et que nous imposions qu'il y soit consacré autant de milliards que ceux que Macron a donné sans compter aux grandes entreprises pour relancer les profits de la Bourse !

*Christine Héraud, élue NPA à Cenon*

## On ne protège pas, on surveille !

A Cenon, comme dans de nombreuses autres villes, grandes ou petites, c'est l'explosion des installations

de vidéosurveillance, rebaptisées vidéo-protection. Toujours plus de caméras, dont les plus modernes enregistrent aussi les plaques d'immatriculation ! 21 caméras vont s'ajouter aux 49 existantes.

La vidéosurveillance s'inscrit dans les politiques sécuritaires et répressives de l'Etat. Le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) incite et aide les villes à se doter de caméras. Il a été créé dans le cadre du plan vidéoprotection lancé en 2008 par Nicolas Sarkozy dans ses délires sécuritaires et a depuis

conquis beaucoup de maires.

On nous vend la tranquillité et la protection de la population, alors que c'est un vaste système de mise sous contrôle et de surveillance généralisée. De plus, l'argument qui prétend que la vidéosurveillance aiderait à l'élucidation des délits est généralement démenti, en particulier par une enquête sociologique de Laurent Mucchielli du CNRS puisqu'elle ne concerne que moins de 3 % des enquêtes. Et quel gâchis en personnel et en matériel.

De l'argent qui doit être consacré à la prévention, à l'emploi des jeunes, aux besoins de la population la plus pauvre !

VERS PLUS DE VIDÉOSURVEILLANCE



## Travailler plus... pour rester pauvre !

Tous les ans, les conseils municipaux votent l'agenda de l'ouverture des commerces le dimanche. La loi qui autorisait 5 dates est maintenant passée à 12 et certaines communes comme Lormont autorisent 8 ouvertures. Profits de Carrefour obligent...

L'ouverture des grandes enseignes le dimanche ne favorise que leurs profits, pas les salarié.e.s.

L'appel au volontariat prétend les protéger de la pression patronale, mais que peut le ou là salarié.e face à sa direction et tous les chantages qu'elle peut exercer. Et qui peut parler de

volontariat au vu des salaires, parmi les plus bas du monde du travail, qui restent bloqués face à la flambée des prix, et des temps partiels imposés très répandus dans ce secteur et qui ne permettent pas de vivre décemment.

Des patrons de grandes enseignes ont le cynisme d'affirmer que c'est du pouvoir d'achat en plus.

La question du pouvoir d'achat ne peut se résoudre que par nos luttes, en leur imposant une augmentation générale des salaires pour toutes et tous d'au moins plusieurs centaines d'euros mensuels.

## Nouvelle LGV contre plus de TER, ou impuissance politique face au marasme des réseaux de transport et de déplacement ?

J eudi 25 novembre, la Métropole de Bordeaux votait 354 millions d'euros de participation au financement de la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Dax. A cette occasion, la majorité PS-PC-Verts a éclaté entre ceux qui, autour du président Anziani, étaient pour, et les écologistes regroupés autour d'Hurmic, vent debout contre ce projet. Anziani a trouvé une majorité en faisant alliance avec la droite, laquelle en a profité pour remettre un pied dans l'exécutif, comme au bon vieux temps de la gestion...

Cette agitation politicienne autour de la LGV ne se limite pas à la Métropole bordelaise. Parmi bien d'autres opposants, le Conseil départemental du Lot et Garonne, à majorité PS, a refusé à l'unanimité de payer. Le Conseil départemental de Gironde refusait aussi, mais allouait en même temps 183 millions au développement du RER, de l'argent qui ira à la Région responsable des transports ferroviaires... qui en fera ce qu'elle voudra. Avec cette petite entourloupe, le président PS Gleyse a gagné les votes des Verts et d'une partie de la droite tout en évitant de fâcher Rousset...

Ce dernier a bien du mal à rassembler

les 2,6 milliards d'euros de la quote-part de la Nouvelle Aquitaine dans le financement de ce projet qui lui tient tant à cœur. C'est que si certains attendent de l'ouverture de ces lignes une attractivité accrue de leur territoire, des améliorations de leur situation économique, l'opposition à ce projet, bien vivante, va des défenseurs de l'environnement à des intérêts économiques puissants, vignerons du Sauternais, grands propriétaires de la forêt landaise...

Que ce soit par conviction, par clientélisme ou par simple opportunisme électoral, les collectivités locales reflètent ces positions contradictoires. Il en résulte des jeux politiques d'autant plus dérisoires que ceux qui s'y livrent se révèlent incapables de répondre aux véritables enjeux des transports et des déplacements, qui vont bien au-delà du choix entre une nouvelle LGV et plus de TER...

Dans le n°105 d'*Anticapitalistes !*, nous évoquions la galère que vivent quotidiennement quelque 3 millions de personnes sur l'agglomération bordelaise, dans des transports en commun saturés et inadaptés à l'expansion de l'habitat, sur des réseaux routiers au bord de la

paralyse, surchargés par la noria de camions qui transitent par la rocade et les autoroutes adjacentes. La métropole venait alors de publier un « plan de mobilité » prétendant améliorer la situation à l'horizon 2030 auquel personne ne croit. Au point que quelques jours à peine après sa publication, l'idée d'un grand contournement de l'agglomération, pourtant maintes fois enterrée, refaisait surface...

Les exécutifs locaux sont condamnés à l'impuissance face à la fuite en avant vers l'asphyxie qui touche toutes les grandes villes, conséquence d'une organisation de la production et des échanges soumise aux seules lois de la concurrence et de la recherche du profit immédiat. Il est impossible de sortir de cette impasse sans mettre fin à ses causes profondes, l'organisation capitaliste de la société. C'est seulement à cette condition que les grandes questions d'aménagement du territoire, telle la construction d'une ligne de chemin de fer, à grande vitesse ou pas, pourront être traitées d'une façon réellement démocratique et dans l'intérêt collectif qui intègre, fondamentalement, le respect de l'environnement.

Daniel Minvielle

## Que faire avec 17 milliards d'euros ?

C'est le montant du contrat signé par Macron et Dassault pour la vente de 80 avions de combat Rafale et 12 hélicoptères aux Emirats arabes unis. De quoi se frotter les mains pour tout ce petit monde de marchands de guerre et de mort... et leurs amis politiques !

Anziani, maire de Mérignac et président de Bordeaux métropole, n'a ainsi pas manqué de se féliciter de ce nouveau succès du Rafale, qui vient s'ajouter aux précédents : Égypte (24 appareils), Inde (36), Qatar (24), Grèce (18), pour ne pas parler de ceux commandés par Parly pour l'armée française...

A peine tombée la nouvelle de cet « accord historique », il se fendait d'un communiqué, se réjouissant d'une commande qui allait assurer « un plan de charge sur une dizaine d'années pour le site mérignacais [...] un signal positif pour l'emploi local et les carnets de commandes des nombreux sous-traitants ».

Se prévaloir des emplois créés ou sauvés est un des arguments cyniques au nom desquels les responsables politiques justifient leur soutien aux industries les plus parasitaires, les plus destructrices.

A commencer par la filière ASD (aéronautique-spatial-défense), « un des domaines d'excellence » selon Anziani de la métropole bordelaise. Composée de nombreuses entreprises dont sept grands groupes industriels, comme Thalès, Safran et cie, elle dégagerait 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an, pour le plus grand profit de ses actionnaires.

Mais au fait, question emploi, 17 milliards, cela permettrait d'embaucher combien d'ouvriers, d'aides-soignants, d'infirmiers, de médecins, d'enseignants, de postiers, de chemistots... ?

D.M.

# Présidentielle 2022 : une campagne en construction

Dans une ambiance réactionnaire extrême, dans une situation marquée par les crises sanitaire, sociale, écologique ou encore démocratique, il est encore plus nécessaire de participer à l'élection présidentielle pour faire entendre d'autres idées, un peu comme un bol d'air.

Rien n'est simple. Nous sommes contre la fonction présidentielle qui est profondément antidémocratique, nous sommes convaincu-es que ce ne sont pas les élections qui changent la vie mais bien les luttes populaires et pourtant nous tenons à participer à la présidentielle. Et ce qui complique encore plus, c'est cette barrière des 500 parrainages qui montre que des candidatures comme la nôtre ne sont pas conviées à la grande cérémonie « démocratique » du pays.

Mais cette élection est un moment politique important durant laquelle une grande partie de la population s'intéresse au moins un peu à la vie politique. Et nous au NPA qui militons au quotidien, qui sommes investis dans de nombreuses luttes ou actions, qui participons de fait à la vie politique, nous avons toute légitimité pour être là, pour faire entendre notre voix, notre anticapitalisme, notre programme de rupture et de luttes, pour rendre visible le camp des opprimé-es, pour relayer les résistances et les mobilisations qu'elles soient sociales, environnementales, inter-

nationalistes, anticolonialistes, antiracistes, féministes, Lgbti, contre toutes les formes d'oppression, pour l'égalité des droits pour toutes et tous...

Nous ne voulons pas seulement exprimer une colère ou dénoncer le capitalisme, nous voulons aussi défendre des perspectives à l'opposé de la résignation, celles de reprendre confiance, de retrouver des forces collectivement et l'espoir que nous pouvons changer les choses par nos luttes. Notre utilité peut être là, en suscitant le débat, en défendant sans complexe nos idées radicales, notre rejet du capitalisme qui ne résoudra aucune des crises mais qui au contraire ne fera que les aggraver.

Avec l'intention de faire le plus de bruit possible, nous nous adressons à toutes celles et ceux qui pensent qu'il est urgent de réagir, que notre candidature est utile, nous en appelons donc largement à participer à la campagne, en construisant des comités de soutien, en collant des affiches et en distribuant des tracts...

Nous contacter à l'adresse email suivante :

[poutou2022bordeaux@gmail.com](mailto:poutou2022bordeaux@gmail.com)

*Equipe de campagne*

## Pour les 500 !

Nous ne sommes pas électoralistes, nous sommes pour la révolution par les luttes pas par les urnes !

Mais nous connaissons l'impact d'une campagne présidentielle pour défendre nos idées anticapitalistes. Nous ne nous donnerions pas autant de mal sinon pour obtenir les 500 parrainages pour être là où nous ne sommes pas invités !

Ce sont les « grands » partis se partageant le pouvoir qui ont mis en place cette loi pour tenter d'écarter les organisations politiques qui les dérangent. En 1958 il fallait 50 signatures, puis 100 en 1962 et 500 depuis 1976.

Depuis 2016, les maires qui parrainent doivent envoyer eux-mêmes le document officiel au Conseil Constitutionnel alors qu'avant nous pouvions les récupérer et déposer nous-mêmes sachant exactement dans les derniers jours s'il fallait repartir sur les routes ! Et depuis 2017, pendant le mois de remontées des documents, toutes les signatures sont publiées 2 fois par semaine, contre les 500 retenues et seulement à la fin auparavant.

Cette « publicité », est mise en avant par beaucoup d'élue-s pour ne pas signer. Tout comme le fait que dans les petits vil-

lages il n'y a pas d'étiquette politique au Conseil municipal.

Mais la première et principale difficulté est de pouvoir rencontrer les maires physiquement car ils/elles ne sont pas présente-s les jours d'ouverture par les secrétaires. Pour les maires, pas d'horaires ni de jour précis ; ils passent plus ou moins souvent, selon les besoins, leurs disponibilités s'ils travaillent ou sont sur le « terrain » dans leur fonction de maire.

Nous savons que pour y arriver, il nous faut voir le maximum d'élue-s, c'est mathématique. Cela représente beaucoup d'efforts, de temps, de trajets en voiture.

Alors, bien entendu, il s'agit d'une priorité pour nous les militant-e-s du Npa et celles et ceux qui peuvent et veulent nous aider.

Disons tout de même qu'il s'agit aussi d'une belle aventure, riche de rencontres avec des élu-e-s auprès de qui nous avons avec notre candidat Philippe Poutou un réel capital de sympathie.

Alors, en route, On sera là !

## L'évènement, d'Audrey Diwan

Le film est tiré du livre d'Annie Ernaux qui raconte son avortement en 1960, lorsqu'elle était étudiante. Pour le film, c'est Anne qui est mise en scène, une autre femme, qui représente toutes celles qui ont vécu ces années 60, quand l'avortement et la contraception étaient interdits, que des milliers de femmes mouraient lors d'avortements clandestins qu'elles pratiquaient elles-mêmes dans le désespoir et la solitude ou qui étaient pratiqués par des « faiseuses d'anges ». Cette époque où la sexualité et les relations entre filles et gars étaient dominées par la peur d'une grossesse.

Enceinte à la suite d'une aventure amoureuse, Anne refuse de tirer un trait sur ses études et son avenir, d'être acculée à devenir mère au foyer et est prête à tout pour stopper cette grossesse. Cherchant désespérément un médecin compréhensif, elle se heurte aux préjugés rétrogrades, au mépris des femmes, ou tout simplement à la peur de médecins qui lui font comprendre qu'elle n'a plus qu'à assumer les conséquences de ses actes. Ce n'est qu'après le traumatisme d'une tentative d'avortement, seule dans sa chambre d'étudiante, et alors que les semaines passent dans l'angoisse, qu'une solidarité clandestine lui fait enfin entrevoir une issue.

C. H.



## Maid, elle se lève et elle se casse

Cette nouvelle série réalisée par Molly Smith nous raconte l'histoire d'Alex Russell : une jeune femme, mère d'une petite fille, qui doit se battre pour survivre dans un monde d'hommes et d'exploitation capitaliste. Lorsqu'elle prend sa fille, ses affaires et s'échappe du camping-car dans lequel elle vivait avec son agresseur, Alex s'accroche à son envie de vivre. Mais elle ne trouve qu'un sale boulot : faire le ménage pour une agence de nettoyage. Précaire, mal payée, elle doit même acheter à ses frais le matériel pour travailler. C'est parfois chez des bourgeois qui habitent des maisons aussi grandes que vides dans les quartiers huppés, d'autres fois dans des logements vides qu'une banque veut vendre après avoir mis à la porte ses habitants. Elle se retrouve impuissante face à la bureaucratie des services sociaux, qui ne font rien pour elle.

En 10 épisodes, Smith décrit la réalité sociale des exploitées un peu à la Ken Loach, tout en montrant la complexité de la situation que traversent des milliers de femmes battues, proies de

leur agresseur et qui ne savent pas à quoi ou qui s'accrocher pour s'en sortir. Parce que la violence se joue à de nombreux niveaux. Il y a la violence physique, mais aussi la torture psychologique. Les autres ne veulent pas voir ce qui lui arrive. Elle hésite entre se sentir victime ou coupable. Et c'est bien l'une des caractéristiques du capitalisme contemporain que de toujours rendre responsable l'individu de son propre sort.

Son parcours n'est ni facile, ni linéaire

: elle va rencontrer des hauts, des bas. Il y a les pièges émotionnels que lui tend l'agresseur. Mais il y a aussi sa voisine au refuge qui l'aide à voir et comprendre sa condition, la prend par la main pour aller récupérer ce qui lui est dû pour le fruit de son travail, coûte que coûte. Certains appelleront ça « empowerment », car comme le disait des pancartes dans les manifs, « le féminisme sans lutte des classes, c'est du développement personnel ».

Luis

